

## ALFRED-LÉON GÉRAULT-RICHARD :

### DU CHAMBARDEMENT À L'OPULENCE

par Pierre LEPAGE

#### Un rude joueur.

On ne saurait écrire la chronique de Fréjus sans évoquer le passage en la Cité, fut-il bref et fatal, d'un personnage pour le moins singulier et pittoresque. Nous voulons parler ici d'Alfred-Léon Gérault-Richard, dit aussi Richard.

Il était né le 11 octobre 1860 à Bonnétable (Sarthe). Si l'on en croit le romancier populaire Michel Zévaco qui écrivit sa biographie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Gérault-Richard descendait de ces *bleus* de la Sarthe qui luttèrent sous la Révolution contre le noble et le curé. Dans sa jeunesse il exerça de nombreux métiers. Débutant dans la vie active comme apprenti tapissier, il abandonna vite le fil, l'aiguille et le poinçon et fut tour à tour homme d'équipe au chemin de fer, représentant de commerce, papetier, lutteur de foire puis "nègre" d'un feuilletoniste en vogue, chansonnier dans les cafés-concerts et bien connu avec d'autres anarchistes au cabaret du *Chat noir*. Sa chanson *La Bataille* fut souvent reprise en chœur dans la célèbre salle montmartroise comme dans les manifestations publiques. Il ouvrit même une boutique qui devint le lieu de réunion des contestataires parisiens. Par la suite il se fit journaliste - on disait alors publiciste - et il devint l'un des polémistes les plus redoutés des années 1880-1910 après que la loi de 1881 sur la liberté de la presse eut déchaîné la parole et le verbe. Si son nom est moins connu que celui d'Henri Rochefort, il n'en rivalise pas moins par la plume avec les grands polémistes de l'époque : Drumont, Urbain Gohier, Paul Déroulède.

Rédacteur à *La Marseillaise*, au *Réveil*, au *Mot d'Ordre*, à *La Bataille* (il y signait Jean Valjean), il fonde en 1893 avec le talentueux dessinateur suisse Steinlen un hebdomadaire illustré, *Le Chambard*, dont le titre à lui seul est tout un programme. Il donne à son journal toute sa fougue de pamphlétaire. Que l'on en juge par ce morceau choisi : « *La République n'a que vingt-trois ans ! Et la voilà déjà vieillie, essoufflée, flétrie, bonne pour la pénitence, les œuvres pieuses, le tronc de Saint-Pierre ! Après les soupirs alanguis dans l'alcôve ou défilèrent les soudards éperonnés, les chevaliers d'industrie, les rastaquouères politiques, les faiseurs de finance, les gueulars de cabinets particuliers, les souteneurs de toutes écaillés, écumeurs de cuvettes, qu'elle entretient avec l'argent du bonhomme et étouffer ses dernières ardeurs sous la soutane du prêtre. Qu'elle déménage au populo, l'aimable mégère s'en va soupirer au fond des ténèbres louches du confessionnal et étouffer ses*

*dernières ardeurs sous la soutane du prêtre. Qu'elle déménage au plus tôt pour que nous puissions nettoyer la maison. »*

Le scandale de Panama atteint alors à son comble. Aux élections de septembre 1893, Clemenceau perd son siège de député du Var. Les passions sont telles que le préfet conseille au vaincu de quitter Draguignan pendant la nuit. Le *Tigre* refuse et se rend à la gare à pied, sous le soleil du Midi, passant avec superbe parmi les furieux qui l'invectivent, esquivant les crachats, ignorant les quolibets et les « *Aho, yes* » de la multitude en colère.

La cible de Gérault-Richard est moins la République elle-même que ses représentants et en premier lieu le Président Jean Casimir-Perier. Le polémiste s'acharne sur l'homme, sa famille, ses ancêtres. C'en est trop cette fois. Le 5 novembre 1894, il est traduit devant la cour d'assises de la Seine pour avoir signé dans *Le Chambard* du 29 septembre un article sous le titre : « *A bas Casimir !* ». Bien que les occasions eussent été nombreuses, les poursuites pour offenses au Chef de l'État étaient rares à cette époque. Casimir-Perier s'y était résolu pour venger son honneur et il fit de ce procès une affaire personnelle. Les avocats, flairant un piège, se récusaient. Gérault-Richard trouva l'appui de Jean Jaurès qui bien qu'il ne fut pas avocat assumait la défense du prévenu. Mais en dépit d'une vibrante plaidoirie dans laquelle le jeune tribun représentait le Président comme « *l'héritier des barons-propriétaires des mines d'Anzin* », Gérault-Richard n'en fut pas moins condamné à un an de prison ferme et à 3 000 francs d'amende.

Qu'à cela ne tienne ! Les socialistes poussèrent la candidature du polémiste à une élection partielle organisée dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris afin de remplacer Hovelacque décédé. Gérault-Richard fut élu député le 7 janvier 1895 obtenant ainsi l'immunité parlementaire et en conséquence sa libération. Casimir-Perier se refusant à lui accorder l'amnistie démissionna une semaine plus tard en déclarant : « *Depuis six mois se poursuit une campagne de diffamation et d'injures contre l'Armée, la Magistrature, le Parlement et le Chef irresponsable de l'Etat. Cette liberté de souffler les haines sociales continue à être appelée liberté de pensée. Le respect et l'ambition que j'ai pour mon pays ne me permettent pas d'admettre qu'on puisse insulter chaque jour les meilleurs serviteurs de la patrie et celui qui la représente aux yeux des étrangers* ».

Ce dénouement politique inattendu d'une affaire judiciaire de presse servit de leçon et les successeurs du président démissionnaire évitèrent par la suite de s'exposer à en recevoir de semblables. Gérault-Richard désormais député-publiciste reçut l'amnistie présidentielle de Félix Faure, le remplaçant de Casimir-Perier à l'Élysée. À la Chambre, le nouvel élu s'efforça à plusieurs reprises mais en vain de faire passer des propositions de lois en vue de faire abroger les lois contre les anarchistes ainsi que les lois qu'il qualifiait de « scélérates » qui encadraient la liberté de la presse après les attentats anarchistes survenus en 1893. Ses interventions parlementaires étaient relayées par *Le Chambard*, mais face à ses nombreux

concurrents de la presse satirique : *Le Rire*, *Le Grelot*, *La Lanterne*, *L'Assiette au beurre*, *L'Éclipse* ... l'espace médiatique offert au *Chambard* était restreint. Ce journal disparut en juin 1895.

*La Petite République* avait été animée pendant un temps par le triumvirat socialiste Goblet-Lockroy-Millerand. Ce quotidien passa entre les mains de Gérault-Richard en 1897. Il en eut la direction jusqu'en 1898 et partagea avec Jean Jaurès la direction



Jean JAURÈS et Alfred-Léon GÉRAULT-RICHARD

*Bibliothèque nationale - Cabinet des estampes, Qb1 PO 96796*

politique. La tonalité du journal jusqu'aux révélations de 1898 fut nettement antidreyfusarde malgré les réticences d'une large majorité de la rédaction.

En janvier 1898, à la Chambre, le ministre de la Guerre, Cavaignac, devait faire face à la tribune à une demande d'interpellation sur le dossier du capitaine Dreyfus. Jaurès dont la pensée avait évoluée sur cette affaire s'en était pris aux « *généraux de cour et aux généraux de jésuitière protégés par la République* ». On vit alors le comte de Bernis, député royaliste du Gard s'approcher de la tribune, traiter Jaurès « *d'agent du syndicat* » et lever sa canne contre le tribun socialiste. On vit ensuite Gérault-Richard traverser l'hémicycle et frapper violemment le contradicteur monarchiste, au point que les huissiers durent intervenir entre les protagonistes et faire face au tumulte exprimé aussi bien sur les bancs que dans les tribunes réservées au public. Le président Brisson se couvrit, tança vivement les trois députés, les rappela à l'ordre et leva la séance en application de l'article 129 du règlement de la Chambre.

### À l'épée, au pistolet, au sabre !

Allions-nous vers un nouveau duel ? Ce genre de confrontation était à la mode à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Souvenons-nous des rencontres célèbres : Charles Floquet contre le général Boulanger, Clemenceau contre Drumont, Clemenceau encore contre Déroulède, Clemenceau toujours contre Deschanel, « *lui blessé paupière, moi indemne* »<sup>1</sup>, Jaurès contre Déroulède, et Gérault-Richard lui-même qui s'était battu contre Dick de Lonlay, un partisan de Boulanger. En 1890, un autre publiciste, Maurice Allard avait soutenu un duel contre un confrère de la presse conservatrice qui soutenait le général-revanche. Il avait reçu une balle dans le bas-ventre. Ramené à Tours, son pays d'origine, les médecins le donnaient pour mort. Et cependant, il survécut, revint à la santé au terme d'une année pendant laquelle il avait subi deux opérations chirurgicales. Gérault-Richard se lia d'amitié avec ce tourangeau, né comme lui en 1860, socialiste et journaliste comme lui.

Finalement, l'incident Jaurès-Bernis-Richard prit fin après un entretien dans le bureau du président de la Chambre. La tempête s'apaisa d'autant mieux qu'aux élections de septembre 1898 Gérault-Richard fut battu et disparut de l'hémicycle, ainsi que Jaurès, tandis que Maurice Allard faisait son entrée après avoir été élu député du Var. La série des duels n'était pas terminée pour autant et il y en eut encore de nombreux pendant l'affaire Dreyfus. C'est semble-t-il Gaston Defferre qui mit fin à cette pratique par un ultime combat soutenu au début des années cinquante.

Privé de son siège de député, notre homme se lança dans le commerce de vêtements en ouvrant à Paris une boutique à l'enseigne *Les cent mille paletots* installée au rez-de-chaussée de l'immeuble de *La Petite République*. Ce commerce n'eut-il que

<sup>1</sup> Télégramme adressé par Clemenceau à un ami (archives personnelles de Clemenceau).

le tort de réussir ? Nous l'ignorons, mais le marchand de paletots se fit des ennemis au sein de la rédaction du journal dont il conserva la responsabilité après que Jaurès l'eut quittée pour fonder *L'Humanité* en 1904. Chassé de *La Petite République* en 1906 par une cabale de journalistes, il fonda aussitôt *Messidor* vite repris par un nouveau quotidien, *Paris Journal*, une feuille à succès dans lequel apparurent des signatures connues telles Paul Fort, Jules Romains, Apollinaire et de jeunes talents comme Colette et Alain-Fournier chargé de la chronique littéraire et des livres.

L'éclipse politique de Gérault-Richard dura quatre ans. En 1902 il fut élu député de la Guadeloupe sous une étiquette de circonstance qui contribua à la chute d'une célébrité locale, le député noir Légitimus. Ce succès lui valut les commentaires des caricaturistes :

*Bon blanc a envoyé bon nègre Légitimus pour combattre bon mulâtre Gerville Réache  
Bon mulâtre a été réélu  
Bon blanc a été élu  
Bon nègre est resté sur le cul.*

*Moralité : ôte toi de la que je m'y mette.*

Marié le 22 mars 1905 à une demoiselle Eugénie-Alphonsine Coutton originaire de Barrême (Basses-Alpes), Gérault-Richard troqua ses ardeurs militantes pour celles de l'amour qui ne renient pas cependant le confort matériel.

## De la richesse à l'imprévu

Ayant acquis une solide position en Guadeloupe qui le rééluais aisément dès le premier tour en 1906 et 1910, le révolutionnaire famélique s'était assagi. Il avait quitté le parti socialiste unifié de Jaurès, la nouvelle SFIO, pour se rattacher au groupe des "socialistes parlementaires" qui devint par la suite le groupe des "républicains socialistes" dont le chef de file était Aristide Briand et qui comptait parmi ses membres Maurice Allard, le député du Var. Il se peut que les trois hommes aient tenté de convaincre le général Gallieni de quitter l'Armée pour tenter la députation à Fréjus aux élections de 1914 ; les Mémoires de Gallieni en portent trace. Le général pourtant très estimé dans le pays se récusa. « *Voulez-vous ma mort ? Non, pas de politique* ». Il fit bien. Rappelé de Fréjus le 2 août de cette année 1914, il fit son destin en contribuant de tout son poids à la victoire de la Marne.

Gérault-Richard était devenu un riche propriétaire, directeur de plusieurs usines, manufactures et affaires commerciales. Sa fortune s'était faite avec la Société des Bains de mer et le Mont de Piété de Monaco dont le prince Albert I<sup>er</sup> était l'un des principaux commanditaires de *Paris Journal* qui, avec son tirage de 40000 exemplaires, était une bonne affaire. Comme il était loin le temps des diatribes enflammées du *Chambard*. Sans soucis électoraux et financiers, connu de la bonne société varoise dans laquelle l'avait introduit son collègue et ami Maurice Allard, il

semblait promis à une longue carrière parlementaire et qui sait ministérielle car le personnage avait de l'ambition. Mais à l'été de 1911 il tomba malade et dut subir une grave intervention chirurgicale à la maison de santé Velpeau à Paris. Sur le conseil d'Allard, il vint à Fréjus pour un séjour de convalescence à la Villa Clithya alors située à Valescure. Il y demeura trois mois et il eut le loisir au milieu de ses souffrances de suivre la politique de Caillaux qu'il abhorrait. C'est en ce lieu qu'il mourut le 7 décembre 1911 au terme d'une longue agonie. La presse locale - *Le Var*, *Le Petit Var*, *La République du Var* - se montra plus que discrète sur le décès de cet homme bien connu des milieux de la presse quotidienne.

Le député fut inhumé à Paris en présence d'une délégation parlementaire tirée au sort et menée par Aristide Briand après qu'Henri Brisson, qui devait mourir quelques mois plus tard, eut prononcé son éloge funèbre. « *Une cruelle maladie avait fondu sur lui ; ses amis du Midi espéraient que le climat le rendrait à la santé ; leurs espérances ont été trompées. Vous accorderez un sympathique souvenir à ce collègue aimable, spirituel, assidu, qui nous appartenait depuis près de vingt ans... Les regrets unanimes de la Chambre l'accompagnent.* »

La mort de Gérault-Richard entraîna la décadence de *Paris Journal* dont la direction politique passa à François de Loncle et le contrôle financier au banquier Colrat. Ce ne fut pas une bonne affaire : en 1914, à la veille de la guerre, son tirage était devenu confidentiel.

## ANNEXES

Le certificat de décès de Gérault-Richard à Fréjus, décembre 1911.

Les fiches d'identification des députés Gérault-Richard, Jean Jaurès, Maurice Allard.  
(archives de l'Assemblée nationale)





CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS  
—  
ARCHIVES

M<sup>r</sup> Ellard  
Tan.

Prénoms Maurice Edouard Eugène

Date de naissance 1<sup>er</sup> Mai 1860

Lieu de naissance Ambrières (Gironde)

Qualités, Profession, Distinctions honorifiques, etc. Journaliste

SIGNATURE :

M. Ellard

Archives de l'Assemblée Nationale

CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS  
—  
ARCHIVES

M<sup>r</sup> Jaurès  
Tan.

Prénoms Jean

Date de naissance le 3 7<sup>me</sup> 1859

Lieu de naissance Castres (Tarn)

Qualités Célibataire

SIGNATURE :

Jaurès

Détail amusant :

L'excès de modestie de JEAN JAURÈS, du début de sa carrière politique, pousse ce normalien, agrégé de lettres, à ne déclarer que sa qualité de "célibataire".

Archives de l'Assemblée Nationale

Détail amusant :

L'excès de modestie de JEAN JAURÈS, du début de sa carrière politique, pousse ce normalien, agrégé de lettres, à ne déclarer que sa qualité de "célibataire".

Archives de l'Assemblée nationale